

# Lutte de classe

Jacques Attali, ex-conseiller de François Mitterrand :  
« La montée générale de la précarité : c'est ce qui me fait peur »

Je vous propose un extrait commenté de l'entretien que Jacques Attali, ex-conseiller de François Mitterrand a donné au journal *Le Monde* et paru le 7 janvier 2007.

*« Le grand problème de la démocratie, c'est qu'aujourd'hui il n'est presque plus possible à un dirigeant d'être provisoirement impopulaire. C'est pourtant ce que doit pouvoir être un homme d'Etat qui pense au long terme. »*

Drôle de conception de la politique pour un soi-disant socialiste. D'une part cela signifie clairement que la marge de manœuvre du pouvoir politique en place est de plus en plus étroite. D'autre part, s'il n'est plus possible à un président d'être impopulaire pour reprendre l'expression d'Attali, force est de constater qu'il n'a pas le choix, il le sera forcément. Autrement dit, la « démocratie » doit forcément être bafouée en permanence, puisque si le président élu est impopulaire, cela veut dire qu'automatiquement il sera amené à conduire une politique opposée aux intérêts de la majorité de la population qui l'a élue. Quel aveux d'impuissance ! Il n'y a pas lieu de s'en étonner de la part d'Attali puisqu'il est totalement incapable d'envisager la démocratie autrement que dans le cadre de la démocratie bourgeoise, des institutions de la Ve République avec lesquelles il s'est fort bien accommodé lorsque Mitterrand était à l'Elysée. Penser à « long terme », traduisons : assurez la pérennité du système capitaliste pour lequel le président gouverne et prévoir les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir, devient un exercice de plus en plus périlleux voir impossible, comme il le sous-entend plus ou moins explicitement.

*« Les entreprises, en particulier familiales, ont mieux compris que les Etats qu'il faut changer sans cesse pour durer. Paradoxalement, les nations - qui sont appelées à durer plus que les entreprises - se crispent trop souvent sur le maintien du présent et refusent de changer : l'incapacité de penser l'avenir, c'est le refus d'organiser le changement. »*

Ce sont les nouvelles lois qui concourent à sortir les entreprises de moins de 20 salariés du champ d'application de la législation du travail, et particulièrement le Code du travail, qui leur donnent cette flexibilité que Attali revendiquent, sans parler des exonérations de cotisations sociales dont elles bénéficient généralement, car c'est dans ces entreprises que l'on trouve généralement le taux de bas salaires le plus important.

Et lorsqu'il fustige les « crispations » des nations, on comprend parfaitement qu'il n'a pas encore digéré la victoire du non au référendum du 29 mai 2005. Le changement dans la bouche de ce philistin petit-bourgeois à uniquement valeur de régression sociale, d'inégalités croissantes. Je me demande jusqu'à quel point il se rend compte qu'il préconise des solutions qui nourrissent ses propres craintes, en alimentant la précarité et la révolte du prolétariat.

*« Les dangers à venir, notamment ceux liés à la montée générale de la précarité, n'ont pour l'instant pas de réponse. Et c'est cela qui fait peur. Cette difficulté des démocraties face à l'avenir entraînera, une fois de plus, des crispations. »*

Il confirme ce que j'ai déjà dit et ce qui justifie l'orientation politique que j'ai proposée.

L'impuissance du capitalisme à résoudre ses contradictions ne peuvent conduire fatalement qu'à un affrontement direct entre les classes, à la révolution. Attali a « peur », et il a raison d'avoir peur face à la colère qui monte de la profondeur du prolétariat. On comprend dès lors que tous les discours qui se situent dans le cadre de la préservation de l'Etat bourgeois, ne sont que démagogie et pures mensonges. A défaut de solution, il se rassure comme il peut en tentant de retarder les échéances auxquelles la bourgeoisie et ses valets dont fait partie Attali devront faire face un jour ou l'autre.

A la question suivante : « *Quelles peuvent être les solutions pour les démocraties des grands pays ?* », voici la réponse qu'à donner Attali au journaliste du *Monde* :

*« Les démocraties arriveront-elles assez vite à se projeter dans l'avenir ? Rien n'est moins sûr. Le retour de la dictature est possible. »*

On sent poindre une angoisse sincère et grandissante dans ses propos et son désenchantement face au péril qui guette inexorablement le capitalisme : la montée de la révolution. Le capitalisme est face à un double déficit : accélérer la concentration et la socialisation de la production pour conserver ses profits, mais pour y parvenir il doit au préalable réussir à domestiquer le prolétariat et à empêcher qu'il se mobilise au niveau politique pour le renverser, c'est là que cela se gâte, car rien n'indique désormais qu'il pourra y parvenir pendant encore longtemps sans recourir à la dictature la plus féroce, ce qui pourrait précipiter sa chute au lieu de la prévenir, tous les peuples à travers le monde aspirant à davantage de liberté, de justice et de bien-être.

Dans une large mesure, l'avenir du capitalisme est conditionné et suspendu à et par une question de temps : parviendra-t-il à unifier ses forces à l'échelle mondiale, ce qu'il n'est jamais parvenu à faire dans le passé, contre le prolétariat mondial, avant que celui-ci ne soit suffisamment organisé pour le renverser ? Autrement dit : dans les années à venir qui seront capitales pour l'avenir de l'humanité tout entière, la lutte des classes qui demeure le moteur du développement de l'humanité penchera-t-elle du côté du prolétariat ou du côté du capitalisme mondial ? Le prolétariat sera-t-il enfin capable de se doter d'une direction révolutionnaire et d'une Internationale ouvrière ?

Dans l'hypothèse où le capitalisme demeurerait incapable de maîtriser son développement, ce qui est la thèse soutenue par Marx, et ce que pressent Attali plus ou moins consciemment, il n'aurait pas d'autre possibilité que de recourir à la dictature et à la lutte armée contre le prolétariat pour lui imposer sa loi et liquider au passage ses organisations à travers lesquelles il organise sa résistance, ce qui fournirait un nouveau répit au capitalisme en cas de victoire sur le prolétariat. En réalité, Attali ne fait rien d'autre ici qu'annoncer les prochains affrontements qui se produiront inévitablement entre la bourgeoisie et le prolétariat à court terme.

Ce qui est extraordinaire, c'est que d'une certaine manière un réformiste petit-bourgeois est parfaitement capable de prédire le cours de l'histoire dans les années qui viennent, alors que nos révolutionnaires refusent de prendre en compte cette même réalité qui semble tellement évidente quand on prend la peine d'y réfléchir un instant.

Comment peut-on sérieusement prétendre définir une orientation politique capable d'aider le prolétariat à prendre conscience des tâches qui vont s'imposer à lui très rapidement, dès à présent devrait-on dire, pour qu'il se donne le plus tôt possible les moyens nécessaires pour les réaliser dans les meilleures conditions possibles, c'est à dire parvenir à vaincre la bourgeoisie, si dans le même temps on n'est pas fichu de faire un constat aussi simple que celui d'Attali et qui nous crève les yeux ?

Que dit Attali ouvertement et très simplement : le réformisme est mort, la démocratie est un leurre et elle le sera encore davantage demain, le capitalisme est face à des contradictions qu'il est totalement incapable de résoudre quoi qu'il fasse, il n'y a pas de troisième voie entre le capitalisme au stade de la barbarie et la révolution socialiste, c'est pourtant simple à comprendre.

En répondant à la question qui clôturait cet entretien, il va tenter une dernière fois de trouver une parade à cette alternative socialisme ou barbarie, sans prononcer une seule fois le mot socialiste, vous l'aurez remarqué comme moi, sans y croire vraiment, tant elle il lui paraît invraisemblable, la lutte de classes s'imposant finalement à toutes les classes et en tout premier lieu à la bourgeoisie.

Voici quelle était cette question : *« Un gouvernement mondial pourrait-il nous aider à penser l'avenir ? »*

Et sa réponse désabusée : *« Il ne faudrait pas que nous attendions la troisième (guerre mondiale) pour mettre en place un gouvernement mondial. Le projet est assez simple - fusionner le Conseil de sécurité et le G8.*

*Cette solution serait légitime et représentative. Les Chinois et les Indiens y ont intérêt. Encore faudrait-il que les Européens et les Américains le veuillent. Mais là, Shakespeare, et ses luttes de pouvoir, reprend ses droits. »*

Là encore Attali soulève un problème insurmontable pour le capitalisme mondial qui vient contredire cette hypothèse : l'anarchie qui règne au sein du capitalisme mondial et qu'aucune institution n'a jamais réussi à dépasser jusqu'à présent, malgré tous les efforts entrepris depuis plus d'un demi siècle pour y parvenir. Car au-delà du développement inégal et des intérêts propres au capitalisme de chaque pays, il doit faire face à une situation sociale et politique spécifique qui diffère d'un pays à l'autre, sans parler des nouveaux défis qu'il est incapable de relever, qu'il s'agisse de l'épuisement et du coût des matières premières, les questions environnementales et climatiques, la démographie galopante dans les pays émergents et ceux en voie de développement, sans parler des plus pauvres et des plus exploités, etc. Il faudrait qu'il réussisse à vaincre le mouvement ouvrier indépendant au niveau international pour pouvoir envisager un tel scénario, ce qui demeure totalement invraisemblable, le prolétariat se dressant à chaque nouvelle offensive du capitalisme sur tous les continents.

Attali sait très bien que le capitalisme est face à un problème insoluble pour lui, il faudrait que le prolétariat disparaisse et avec lui ses organisations politiques indépendantes, mais dans ce cas là le capitalisme disparaîtrait avec lui, ce qu'il se refuse à envisager en bon défenseur du capitalisme qu'il est et qu'il demeurera jusqu'au bout. Ce sera au prolétariat d'abolir le capitalisme et les classes sociales, ce qu'Attali se refuse à penser même en imagination, car il faudrait qu'il devienne marxiste pour accepter cette version de l'histoire.

L'époque des guerres et des révolutions n'est pas close, ce qui me fait dire que le programme de la révolution socialiste internationale est plus que jamais d'actualité, tout comme le *Programme de transition* dans ses grandes lignes, dans son esprit aurait dit Lénine.

(source : Le Monde du 07/01/07)